

# EUROBONDS : NE PAS SE TROMPER DE BATAILLE

Par Metin Hakverdi  
Avril 2020

**FRIEDRICH  
EBERT**   
**STIFTUNG**

Depuis la crise financière de 2008, des progrès conséquents ont été réalisés pour reconstruire la zone euro notamment via la création de l'Union bancaire européenne. Pourtant, les Etats membres ont encore de nombreux points de désaccord relatifs à l'intégration financière européenne. Ne serait-ce qu'au niveau d'une garantie commune des dépôts bancaires, les Etats membres ne sont toujours pas parvenus à s'entendre, plus de dix ans après la crise financière de 2008. Toujours pas de consensus non plus sur les programmes d'austérité budgétaire recommandés par la Commission européenne et le Fonds monétaire international (FMI). Aucun de ces points de désaccord en matière d'intégration financière européenne n'aura cependant autant semé la discorde entre les Etats membres de la zone euro que la question de la mutualisation des dettes publiques nationales.

Alors que le débat public se fait l'écho d'une véritable controverse en la matière, on ne peut qu'être surpris d'apprendre qu'une mutualisation des dettes publiques au sein de la zone euro existe en réalité depuis longtemps déjà, à cette différence près que celle-ci n'est pas libellée en obligations communes ou en eurobonds. C'est ainsi que la Banque européenne d'investissement (BEI) a accordé plus de 50 milliards d'euros de crédits l'année dernière. Chaque euro prêté par la BEI aux entreprises étant financé par des obligations conjointement garanties par les Etats membres, ceux-ci, par l'intermédiaire de ce dispositif, mutualisent donc déjà bien leur endettement. En outre, si la Banque centrale européenne (BCE) a récemment pu racheter, à hauteur de plusieurs milliards d'euros, des obligations sur la dette publique italienne, c'est bien parce que la BCE s'appuie sur la caution commune des Etats membres. Quant au mécanisme européen de stabilité (MES) destiné à pourvoir en capitaux les budgets des Etats, celui-ci est, là encore, couvert par la garantie des Etats membres de la zone euro.

A ces institutions européennes et à ces initiatives de réforme au sein de la zone euro se sont ajoutées au cours des dernières années deux nouvelles dynamiques mondiales qui influenceront et influencent déjà l'évolution de la zone euro : l'essor de la Chine comme acteur global et la « redéfinition »

du rôle des Etats-Unis dans le monde. D'aucuns y ont vu un pas en avant vers un G2 à la tête d'un nouveau monde partagé entre deux superpuissances concurrentes que seraient la Chine et les Etats-Unis.

En conséquence, les acteurs européens sont désormais convaincus du bien-fondé d'une Union européenne devenue plus indépendante. Ce débat sur l'indépendance de l'UE s'accompagne également d'une tendance à la démondialisation. La plupart des Européens s'accordent en ce sens pour dire qu'il nous faut une économie solide, soutenue par une forte demande intérieure, un solide réseau bancaire, des entreprises compétitives et des systèmes de protection sociale préservés de la course au moins-disant social, sans oublier la mise en place d'une véritable Union monétaire européenne.

En revanche, les avis divergent fortement sur la manière dont l'Europe pourra acquérir cette indépendance à l'ère du XXI<sup>ème</sup> siècle. Il suffit de passer en revue les différents débats internes de l'UE sur le Brexit, la politique migratoire, le dérèglement climatique ou encore les entorses faites à l'Etat de droit pour comprendre que l'Union était déjà, avant la crise du coronavirus, totalement divisée sur les questions stratégiques majeures auxquelles elle faisait face, à commencer par la mutualisation des dettes publiques sous la forme d'eurobonds.

Sans le soutien de l'UE, certains Etats membres seraient certainement dépassés par les événements dans la gestion de la crise du coronavirus. Ils le seraient soit aujourd'hui, soit demain, lorsque, après avoir endigué la crise sanitaire, il s'agira par exemple de financer des plans conjoncturels de relance économique. L'émission d'obligations européennes, dont l'ensemble des Etats membres de la zone euro se porteraient garants, est cependant conditionnée à une décision à l'unanimité de ses membres. Or tout porte à croire depuis des semaines que les Etats européens ne parviendront pas davantage à s'entendre sur ce point qu'ils ne se sont entendus sur les autres sujets de discorde. Les débats menés ces dernières années ont creusé un fossé toujours plus profond séparant des positions devenues irréconciliables.

Pourtant, il ne fait aucun doute que les Etats membres doivent faire preuve de solidarité pour affronter cette crise. En conséquence, les Etats bénéficiant de taux d'intérêt plus favorables pour emprunter sur les marchés financiers, comme l'Allemagne ou les Pays-Bas, doivent faire bénéficier aux autres Etats de cet avantage de financement : au-delà de la solidarité dont ils témoignent, ces moyens financiers constituent des mesures concrètes de soutien économique destinés aux Etats membres de la zone euro, des mesures dont l'Allemagne bénéficie elle-même dans la mesure où elle tire profit du marché unique plus que tout autre Etat membre de l'UE.

A l'évidence, cette crise n'est pas une crise endogène, qui aurait été provoquée par les Etats membres eux-mêmes. La crise actuelle a bien pour origine un « facteur exogène ». C'est la raison pour laquelle les revendications formulées fin mars par le ministre des Finances Olaf Scholz et le président du SPD Norbert Walter-Borjans doivent être entendues : ces aides financières ne doivent pas être assorties de conditions de remboursement qui impliqueraient le retour à la politique d'austérité budgétaire de l'après crise financière de 2008. Olaf Scholz et Norbert Walter-Borjans plaident à juste titre pour un recours immédiat aux dispositifs déjà existants comme le MES et la BEI, lesquels permettent d'adopter des aides financières via un emprunt aux conditions avantageuses, et de rapidement verser ces aides aux Etats membres qui en ont besoin.

En défendant cette position, l'Allemagne parviendrait à se faire l'artisan d'un compromis entre « anti-eurobonds » et « pro-eurobonds » et ainsi jouer les médiateurs entre le Nord et le Sud de l'Europe, un rôle que jouent d'ordinaire la France et l'Allemagne en bonne intelligence, mais que les deux pays ne peuvent pas incarner à l'heure actuelle. Aujourd'hui, l'Allemagne aurait tout à gagner à se hisser au rang de médiateur et d'arbitre entre les deux camps, après avoir endossé, à la suite de la crise de 2008 et par la voix du ministre des Finances de l'époque Wolfgang Schäuble, le mauvais rôle de défenseur des pays du Nord : une erreur historique, qui a lourdement hypothéqué l'intégration (financière) européenne.

C'est à l'Allemagne qu'il revient désormais d'éteindre l'incendie et d'agir rapidement. La BCE, la BEI et le MES sont des institutions susceptibles de venir dès aujourd'hui en aide à des pays comme l'Italie et l'Espagne, tout en reposant sur un mécanisme de financement garanti par tous les Etats membres de la zone euro. Il nous faut recourir dès maintenant à cet arsenal de mesures, dès lors que le désaccord de principe au sujet des eurobonds entre les partenaires de la zone euro ne saurait trouver une solution dans un avenir proche.

Cette crise vaut également avertissement : si nous voulons faire face aux défis que représentent les transformations globales du monde contemporain, il nous faut bâtir l'Union économique et monétaire sur des bases plus solides. Faute de quoi, nous traverserions le XXI<sup>ème</sup> siècle comme l'on traverserait une zone de turbulences, dans un état d'alerte permanent, abonnés aux réunions de crise qui se prolongent jusqu'à des heures tardives pour décider qui des marchés financiers ou de la solidarité européenne aura le dernier mot. Cela suppose des ressources propres pour l'Union européenne – par exemple à travers la création d'un impôt européen –, une BCE renforcée, un système européen de réassurance des régimes nationaux d'assurance-chômage en cas de crise majeure, une fiscalité européenne des entreprises juste et coordonnée, une mutualisation des dettes publiques, sans oublier la nomination d'un ministre des Finances de la zone euro.

Ces évolutions vers davantage d'intégration financière dans la zone euro sont absolument nécessaires pour que l'UE s'affranchisse des dynamiques et des bouleversements globaux en provenance de Chine ou des Etats-Unis. Il ne suffit plus d'invoquer le mantra de la solidarité européenne, il nous faut la décliner concrètement au niveau institutionnel. Le reste du monde doit pouvoir nous croire sur parole lorsque nous prétendons que « l'UE tiendra, quoi qu'il advienne ». Ce n'est que lorsque cette phrase sera réellement comprise, de Washington à Pékin, que nous accéderons à l'indépendance dont nous avons besoin au XXI<sup>ème</sup> siècle pour préserver notre liberté, notre niveau de vie et notre mode de vie.

## L'AUTEUR

**Metin Hakverdi** est député au Bundestag, porte-parole du groupe de travail Etats-Unis/Amérique du Nord ainsi que porte-parole adjoint pour les affaires européennes, au sein du groupe parlementaire du SPD.

## CONTACT

### Fondation Friedrich-Ebert

41 bis, bd. de la Tour-Maubourg 75007 | Paris | France

[www.fesparis.org](http://www.fesparis.org)  
[fes@fesparis.org](mailto:fes@fesparis.org)

L'article a été publié le 9 avril 2020 dans le IPG-Journal sous le titre **«Scheingefecht. Bonds oder nicht Bonds? Das ist nicht die Frage. Jetzt muss die EU schnell und solidarisch handeln, statt sich zu verkämpfen»**

L'opinion exprimée dans cette analyse n'engage pas nécessairement la position de la FES.

L'utilisation commerciale des publications de la Friedrich-Ebert-Stiftung n'est autorisée qu'avec l'accord préalable de la FES.

La Fondation Friedrich-Ebert (FES) est une fondation politique dont l'action est guidée par les valeurs fondamentales de la social-démocratie : la liberté, la justice et la solidarité. Organisation à but non lucratif, la FES travaille de manière autonome et indépendante.

La FES a un réseau de plus de 100 bureaux dans le monde et de 15 bureaux régionaux en Allemagne.

Le bureau parisien de la FES a été fondé en 1985. Il a pour objectif de renforcer le dialogue franco-allemand entre les acteurs de la société civile et les décideurs politiques.

Autres publications de la FES Paris à télécharger sur le site <http://fesparis.org/publications.html> :

Zimmermann, Jens

**Le réseau 5G en Europe à l'heure du Coronavirus**

Boitani, Andrea; Tamborini, Roberto

**Eurobonds et citoyenneté européenne**

Balzer, Anne

**L'Allemagne et la dissuasion nucléaire**

L'effet boomerang des armes nucléaires

Schmid, Nils

**L'alliance pour le multilatéralisme**

Quelle stratégie face au nouveau désordre mondial ?

Köpping, Petra

**Comment enfin faire de l'unité allemande une réalité ?**

Krumm, Reinhard; Dienes, Alexandra; Weiß, Simon

**Cavalier seul ou allié ?**

Les alliances dans une ère d'incertitudes diplomatiques

Gatz, Christopher

**Le plafonnement des loyers**

Une mesure efficace pour répondre à la crise du logement

Fink, Philipp; Hennicke, Martin; Tiemann, Heinrich

**Une Allemagne inégalitaire**

Rapport sur les disparités socio-économiques 2019

Gatz, Christopher

**Le climat: un sujet à risque sur le plan électoral**

**Changement climatique, énergie et environnement**